



TERRORISME ANALYSE

## Du 11-Septembre au 13-Novembre

21 novembre 2015 | Par [Thomas Cantaloube](#)

**Il existe une indéniable convergence des attitudes, des discours et des décisions entre ce qui a été mis en œuvre aux États-Unis en 2001 et ce qui transpire depuis de longs mois déjà dans la gouvernance de François Hollande, et qui s'accroît depuis les attentats de Paris.**

---

Cet article vous est offert.

---

L'objectif des terroristes est simple. Il est contenu dans leur dénomination : semer la terreur. Une terreur qui fait paniquer, qui entraîne le renfermement, sur soi ou sa communauté, qui sème la division et le chaos. Il est assez normal (et même sain, nous disent les psychologues en ce moment sur toutes les antennes) que les victimes, leurs proches et leurs concitoyens éprouvent de la peur et de l'angoisse face à ces assassinats sanglants. On le voit dans Paris ces jours-ci : [rien n'est normal](#), tout est soumis à la nouvelle donne imposée par les terroristes.

Mais si la réaction des Parisiens – et des Français dans leur ensemble – est compréhensible, un gouvernement, lui, n'est pas censé céder à la panique. Il est tenu de garder le cap, de préserver l'essence de la Nation et, s'agissant de la France, les lois et l'esprit de la République, avant même d'entreprendre la lutte contre les terroristes. Or ce n'est pas ce qui émerge du 13 novembre 2015. Le gouvernement français – l'Élysée, Matignon, les ministères – non seulement alimente la peur (Manuel Valls parle de menace d'attaques chimiques, Ségolène Royal veut mettre des portiques de sécurité dans les gares) mais prend le chemin de son instrumentalisation.

Il existe un triste précédent à cette situation : c'est ce qui s'est passé aux États-Unis dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001, qui avait causé la mort de près de 3 000 personnes à New York, à Washington et dans un champ en Pennsylvanie. Une chape de peur s'était abattue sur le pays le plus puissant de la planète, à commencer par le président George W. Bush qui avait passé une partie de la journée du 11 septembre dans les airs ou sur des bases militaires avant de revenir à Washington. Et, malgré un discours qui n'avait cessé de se vouloir churchillien (Bush avait installé un buste du premier ministre britannique dans le bureau ovale), la Maison Blanche s'était embarquée, les mois et les années suivants, dans un ensemble d'actions qui étaient toutes, en filigrane, inspirées par la peur : depuis les lois sur la surveillance du *Patriot Act* jusqu'à la guerre en Irak, en passant par la neutralisation de l'opposition politique et médiatique.



Hollande arrivant devant les assemblées réunies en Congrès lundi 16 novembre 2015. © Elysée

L'essayiste canadienne Naomi Klein a décrit, en partie, ce phénomène dans l'ouvrage [\*La Stratégie du choc\*](#) qui raconte comment des gouvernants profitent d'un phénomène extérieur (catastrophe naturelle, coup d'État) pour imposer une logique de capitalisme néolibéral. La théorie de Klein, qui décrit avant tout le champ économique, est malheureusement aussi valable pour expliquer l'appareillage sécuritaire, guerrier et politique, qui a été mis en œuvre aux États-Unis après le 11 septembre 2001 et dont la France de 2015 prend le chemin.

Les parallèles historiques sont toujours périlleux, mais il existe une indéniable convergence des attitudes, des discours et des décisions entre ce qui a été élaboré à Washington en 2001 et ce qui transpire, depuis de longs mois déjà, dans la gouvernance de François Hollande.

### ► Des présidents faibles, un entourage fort

On l'oublie souvent tant George W. Bush est devenu populaire aux États-Unis après les attentats, mais, au soir du 10 septembre 2001, le président, qui avait été si mal élu (voire pas élu puisqu'il avait obtenu 500 000 voix de moins que son adversaire Al Gore), jouissait d'un taux de popularité assez faible ([autour de 40 %](#)) pour un président en poste depuis huit mois. Il venait même de perdre au Sénat la majorité qui lui était nécessaire pour faire passer ses lois, à cause de la défection d'un sénateur républicain qui avait basculé dans le camp démocrate.

Bush était donc un président politiquement faible, mais aussi, cela ne surprendra personne, intellectuellement frêle. Par contre, son entourage, le vice-président Dick Cheney, le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld et son adjoint Paul Wolfowitz, ainsi qu'une poignée de conseillers de l'ombre (Richard Perle, John Bolton, William Kristol), partageaient tous un corpus idéologique puissant, et la volonté de l'appliquer, que l'on a qualifié de néo-conservatisme. C'était une boîte à idées toute prête pour un leader qui n'en avait guère. Il s'en

est emparé et, ne rencontrant que peu de résistance de la part des modérés de son cabinet (tel Colin Powell) ou du Congrès, l'arsenal néoconservateur a été administré dans toute sa brutalité.

Si Hollande n'est pas Bush, il est lui aussi un président très affaibli. Il est le plus mal élu de la V<sup>e</sup> République, après VGE en 1974, et sa cote de confiance stagne [en dessous de 25 %](#) depuis l'automne 2013 (même si Mediapart ne commande ni ne commente les sondages, ils illustrent l'impopularité du président). Par ailleurs, l'homme a essentiellement mené une carrière d'apparatchik, se distinguant rarement par ses idées et encore moins par sa connaissance de la politique internationale. Un haut fonctionnaire du renseignement français, un peu inquiet, confiait récemment à un journaliste de Mediapart : « *Le président ne lit pas les notes que lui envoient les services de renseignement, ni celles du Quai d'Orsay, sauf lorsqu'il a des décisions à prendre directement, comme sur le Mali. Il a une méconnaissance totale de ce qui se passe à l'étranger.* »

Dans des circonstances de crise, comme celles provoquées par les attentats de janvier et de novembre 2015, François Hollande se rabat donc sur ceux qui, autour de lui, savent, ou surtout, savent ce qu'ils veulent. Mediapart a déjà bien documenté le « [bain néoconservateur](#) » dans lequel baigne le président, et celui-ci s'est encore renforcé avec la nomination à l'été 2014 du conseiller diplomatique Jacques Audibert, et [l'influence](#) toujours plus importante du chef d'état-major [Benôit Puga](#). Sur le plan intérieur, il est tributaire du premier ministre Manuel Valls, qui a construit toute sa carrière sur un seul axe : la sécurité. Encore une fois, Mediapart a déjà décrypté « *pourquoi Hollande laisse à Valls les pleins pouvoirs* », notamment en matière de sécurité, où l'entourage de ce dernier s'appuie sur les réseaux du pseudo-criminologue [Alain Bauer](#), très marqué à droite. Aujourd'hui, ce sont sans conteste les idées de Valls qui sont mises en œuvre.

### ► Une rhétorique de combat pour écraser l'opposition

Piètre orateur, George W. Bush s'est appuyé sur des phrases et des concepts forgés par ses « plumes » afin d'emporter l'adhésion de ses concitoyens qu'il aurait peiné à convaincre autrement. Ce fut « *la guerre à la terreur* », « *l'axe du mal* », « *le choc et la stupeur* » ; « *Vous êtes avec nous ou alors vous êtes avec nos ennemis* » ; « *Nous combattons nos ennemis chez eux pour ne pas avoir à les combattre à la maison* » ; « *Nous n'allons pas attendre que nos ennemis nous attaquent de nouveau. Nous les frapperons avant qu'ils n'atteignent nos villes et tuent nos concitoyens* »... Si ces maximes sont les plus mémorables, il ne faut pas oublier qu'il y a également eu pléthore de discours et d'interventions habités par les notions de guerre, d'ennemi étranger et inhumain, de menace sur le mode de vie américain, etc.

Cette rhétorique guerrière, mais surtout patriotique, a servi à galvaniser les Américains, mais avant tout à faire taire les critiques. Qui va s'opposer à faire la guerre aux auteurs d'attentats ? Qui va prendre le risque de briser l'union nationale contre les terroristes ? Et quand il s'est agi d'élargir le théâtre des interventions à l'Irak, la Maison Blanche a simplement fait rentrer Saddam Hussein au chausse-pied dans ces concepts déjà élaborés : il soutenait les terroristes, il fabriquait des armes de destruction massive, il terrorisait ses citoyens... Peu importe si tout cela était en grande partie faux, la rhétorique est extensible.

Aux États-Unis, les trois ou quatre années qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001 ont été très sombres du point de vue de l'expression démocratique et de la liberté de parole. Les

médias ont traité Bush avec des pincettes, n'osant pas critiquer frontalement le « commandant en chef » en plein milieu d'une « guerre » que tout le monde avait tacitement acceptée. Nombre de journalistes se sont abreuvés auprès de sources gouvernementales qui les ont manipulés, notamment sur les prétendues armes de destruction massive en Irak, conduisant aux pires fiascos de la presse des dernières décennies. Les opposants politiques se sont autocensurés et ont accepté les lois et les options politiques qui leur ont été présentées par une Maison Blanche jouant sur la fibre patriotique : dire non à Bush, c'était dire non aux États-Unis ! La plupart des figures importantes du parti démocrate (Hillary Clinton, John Kerry, Joe Biden) ont approuvé le *Patriot Act* et la guerre en Irak. Il leur a fallu des années pour admettre qu'ils s'étaient fourvoyés.



Le trio Wolfowitz, Rumsfeld et Bush en 2003. © DoD

Le gouvernement français, lui, n'a pas attendu les attentats de 2015 pour adopter un discours martial. Dès janvier 2013 et l'opération Serval au Mali, Hollande et les principaux membres du gouvernement ont adopté des [expressions](#) recyclées des années 2000 aux États-Unis, comme le [soulignait](#) Mediapart : « François Hollande parle de “lutte contre le terrorisme” et son ministre de la défense Jean-Yves Le Drian parle de “guerre contre le terrorisme”, une expression tellement connotée que son emploi est confondant. Le chef de l'État appelle aussi à “détruire” les terroristes. “Vous vous demandez ce que nous allons faire des terroristes si on les retrouvait ? Les détruire”, dit-il le 15 janvier 2013. » Sur la Syrie, en août 2013, Hollande continue sur la même ligne : « La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision infâme de gazer des innocents. » Le premier ministre Manuel Valls, de son côté, recycle à la fois la rhétorique « bushienne » (« Nous devons agir là-bas pour nous protéger ici », à [propos](#) des bombardements sur l'État islamique en Irak) et celle de la vieille droite française sur « [l'ennemi de l'intérieur](#) ».

L'appel à « l'union nationale » après les attentats parisiens est le pendant français du patriotisme américain post-11-Septembre. Il s'agit de délégitimer les oppositions. La [prolongation](#) de l'état d'urgence par l'Assemblée nationale jeudi 19 novembre, approuvée à la quasi-unanimité des députés (seul six ont voté contre), traduit la crainte qui s'empare des personnalités politiques lorsqu'il s'agit de s'opposer à la rhétorique et aux actions d'un gouvernement qui surfe sur l'émotion d'un choc national ébranlant les consciences. Vendredi 20 novembre, le premier ministre est allé jusqu'à demander aux sénateurs de ne pas saisir le Conseil constitutionnel du projet de loi sur l'état d'urgence, craignant que certaines dispositions ne soient censurées...

Comparé à la situation à Washington dans les années 2000, François Hollande y ajoute juste sa sauce personnelle de politicien professionnel en s'emparant des propositions sécuritaires de la droite et de l'extrême droite pour désarmer ces forces politiques. Bush le conservateur

n'avait pas eu besoin de trianguler sur les questions de sécurité ; Hollande y est contraint pour parvenir à ses fins et museler son opposition.

### ► La guerre comme exutoire

La « *guerre contre le terrorisme* » est aussi difficile à gagner que la « *guerre contre la drogue* », la « *guerre contre la pauvreté* » ou la « *guerre contre le chômage* », mais cela n'empêche pas les gouvernants, américains en leur temps, français aujourd'hui, de se gargariser de ce vocable. Sachant qu'aucune de ces « *guerres* » contre des maux n'a jamais été remportée, il reste toujours pour les dirigeants la possibilité de mener de vraies guerres, contre des territoires et des ennemis localisables sur une carte. C'est ce qu'a fait l'administration Bush en lançant l'invasion de l'Afghanistan en octobre 2001 afin de déloger Al-Qaïda de son pays d'accueil et de punir le régime des talibans qui avait accueilli Oussama Ben Laden.

## Des lois et des réformes inenvisageables dans un autre contexte

Mais si cette bataille pouvait éventuellement être justifiée, l'invasion de l'Irak en 2003 fut bien plus compliquée à défendre. Or, dès les jours suivant le 11-Septembre, Donald Rumsfeld, et surtout son adjoint, Paul Wolfowitz, commencèrent à [plaider](#) pour une opération en Irak. Il s'agissait pour les « faucons » de l'entourage de Bush de « *donner une leçon* » à un ennemi des États-Unis. La guerre ne répondait pas uniquement à un objectif militaire, mais était un but en soi, une manifestation de puissance.

En 2014, un ancien chef d'état-major des armées françaises [racontait](#) à l'auteur de ces lignes : « *Hollande est comme tous les présidents de la V<sup>e</sup> République. Il découvre que l'armée est une institution qui fonctionne au quart de tour et sans poser de questions. Il suffit de prendre une décision et, 48 heures plus tard, des centaines de soldats français interviennent à l'autre bout du monde avec généralement la plus grande efficacité. C'est très grisant d'appuyer sur un bouton et d'obtenir un résultat immédiat.* » Grisant... et rare, dans un contexte politique où chaque loi importante fait l'objet d'une longue bataille parlementaire, voire d'un conflit avec l'opinion publique ou les syndicats.

George W. Bush l'avait découvert en son temps, Nicolas Sarkozy l'a réalisé en 2011 en Libye, Hollande s'y est mis au Mali, puis en Centrafrique, en Irak et maintenant en Syrie : la guerre est une réponse aisée et difficilement critiquable en raison du secret des opérations militaires mais aussi du risque encouru par les soldats tricolores sur le front. Comme le confiait un conseiller de l'Élysée en 2014 à propos des interventions maliennes et centrafricaines, « *depuis une quinzaine d'années, nous avons tendance à militariser nos réponses à tous les problèmes. Cela renvoie à l'assurance qui est systématiquement donnée par les militaires au chef de l'État que "l'intervention sera de courte durée". Même si les politiques ne sont pas toujours dupes, cela les conforte dans leurs décisions et l'aspect militaire l'emporte* ».

Il ne faut pas oublier non plus que les armées ne sont pas des institutions absentes du jeu politique. Les guerres américaines des années 2000 ont été l'opportunité de voir les budgets



militaires, qui avaient été sévèrement coupés après la chute du mur de Berlin, repartir [à la hausse](#). De la même manière, les opérations extérieures tricolores menées depuis 2013 ont permis au budget des armées d'être stabilisé en 2015, dans un contexte de politiques d'austérité.

### ► Des politiques de surveillance inacceptables autrement

La « *stratégie du choc* » permet aux gouvernements de faire passer des lois et des réformes inenvisageables dans un autre contexte. C'est ainsi que l'administration Bush a fait voter l'ensemble des mesures du *Patriot Act*, jugées liberticides par la plupart des ONG défendant les droits humains. Elles visent essentiellement à renforcer les pouvoirs des agences chargées de la sécurité du pays en facilitant leur travail de recherche et les procédures judiciaires. Ces lois ont également ouvert la possibilité de perquisitionner des suspects et de fouiller leur domicile sans les avertir, et elles ont créé le statut d'ennemi combattant, qui a permis de détenir des individus soupçonnés d'activités terroristes sans limite de durée (ce qui a ouvert la voie, entre autres à la prison de Guantanamo). Le *Patriot Act* était initialement limité dans le temps (ses mesures devaient expirer au bout de quatre ans), mais il a été régulièrement prolongé, quoique dans des versions amendées, jusqu'à aujourd'hui.



Manuel Valls défendant la prolongation de l'état d'urgence le jeudi 19 novembre 2015.

Cependant, au-delà de ces lois d'exception qui sont finalement devenues la norme, ce que l'on a découvert grâce aux révélations d'Edward Snowden et de WikiLeaks, c'est que les agences de renseignement américaines, avec l'aval du pouvoir exécutif, avaient largement outrepassé leurs prérogatives. La NSA notamment est devenue « [saoule de sa puissance](#) », avec un budget démesuré et des pratiques illégales au regard du droit américain. Si, aujourd'hui, les Américains commencent à renâcler face à ces dérives de l'appareil de renseignement, ils les ont acceptées pendant des années, préférant regarder de l'autre côté pendant que la Maison Blanche dissimulait l'étendue des prérogatives accordées aux « grandes oreilles ».

Côté français, les attentats de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher ont été l'occasion de faire passer une « loi renseignement » qui étend grandement les pouvoirs de surveillance et qui a été critiquée par la plupart des associations de défense des libertés (voir notre dossier : [Les Français sous surveillance](#)). Aujourd'hui, c'est l'état d'urgence qui a été décrété sur tout le territoire national jusqu'à la fin février 2016, et une révision de la Constitution qui se profile pour octroyer davantage de pouvoirs à l'exécutif et à la police en situation d'exception. Le vote sur la prolongation de l'état d'urgence a d'ores et déjà permis de faire passer des mesures qui avaient été refusées jusqu'ici (assignation à résidence de personnes dont le comportement semble suspect, armement des policiers en dehors de leur service...). D'autres mesures sécuritaires, comme les contrôles d'identité par les policiers municipaux, la possibilité d'armer les douaniers en civil ou le bracelet électronique pour tous les assignés à résidence, n'ont pas été écartées par le gouvernement. Elles ont juste renvoyé à la réforme constitutionnelle, tout comme les déchéances de nationalité.

Jusqu'ici, la quasi-totalité des élus de gauche (extrême gauche et écologistes compris) a embrayé dans le sillage du gouvernement, alors qu'aucun n'aurait jamais intégré ce genre de réformes à son programme électoral. Combien de temps va-t-il falloir pour qu'ils se réveillent et réalisent qu'on ne prend pas des décisions aussi importantes sous la pression des émotions et du rouleau compresseur d'un gouvernement qui entend faire valider dans la précipitation des mesures qu'il n'aurait pas osé (ou pas voulu) mettre en œuvre en situation normale ? Aux États-Unis, il a fallu plusieurs années à la plupart des élus progressistes pour retrouver les valeurs auxquelles ils avaient d'eux-mêmes renoncé.

## **La culture de l'impunité est la meilleure alliée de la médiocrité**

### **► L'absence de responsabilités**

Après les attentats du 11 septembre 2001, aucun haut responsable américain du renseignement ou de la sécurité n'a été démis de ses fonctions en dépit de failles évidentes dans l'analyse des renseignements fournis préalablement sur les auteurs des attaques. Trois ans plus tard, la Commission indépendante d'enquête sur les attentats pointera les erreurs commises, qui étaient pourtant déjà connues dans les jours suivant l'effondrement du World Trade Center. Cette même Commission, dont les travaux seront tant vantés par la suite, n'aura pas fait toute la lumière sur les événements. Sa mise en place, intervenue 14 mois après les attentats, a été combattue par l'administration Bush qui n'en voulait pas. On lui a ensuite mis tellement de bâtons dans les roues que ses deux coprésidents ont fini par [admettre](#) que « *cette commission avait été conçue pour échouer* ».

Ni le FBI, ni la CIA, ni les services de police, ni la Maison Blanche (qui avait reçu un [mémo](#) en août 2001 avertissant que « *Ben Laden [était] déterminé à frapper les États-Unis* ») n'ont souhaité que l'on creuse davantage dans la chaîne d'erreurs qui avait abouti aux attentats. Avec la catastrophe de l'intervention irakienne, George W. Bush deviendra coutumier de l'expression passive « *mistakes were made* » (« *des erreurs ont été commises* ») pour s'absoudre, lui et son équipe, de toute responsabilité personnelle ou institutionnelle.

En France, le même gouvernement et les mêmes hauts fonctionnaires qui étaient en place au moment des attentats de début 2015 sont toujours là, et il n'y a pour l'instant aucun signe du moindre examen public des erreurs qui auraient pu être évitées, tant en janvier qu'en novembre. Pour l'heure, le gouvernement français semble pointer la responsabilité des Belges, des Syriens, des Européens aux frontières du continent, mais pas de ses propres services de renseignement ou des ministres qui les gèrent.

La culture de l'impunité est la meilleure alliée de la médiocrité. Elle a dominé les années Bush et il est à craindre qu'elle soit déjà bien installée au cœur de la présidence Hollande.

### ► La stratégie du choc néolibéral

La théorie de Naomi Klein se concentre sur la mise en œuvre, souvent au forceps, de dogmes ultralibéraux dans des sociétés affaiblies ou brisées. George W. Bush n'avait pas vraiment besoin de cela puisque il dirigeait déjà un parti et un pays acquis en grande partie à ces doctrines. Surtout, il fut tellement occupé par la mise en place des réformes sécuritaires et la conduite de deux guerres qu'il délaissa, durant son premier mandat, le reste du terrain intérieur. Ironiquement, la première grande mesure néolibérale qu'il tenta de faire passer – la privatisation du système des retraites – fut également son premier grand échec. Réélu en 2004, et pensant que cela valait blanc-seing, Bush se lança dans cette réforme impopulaire au moment pile où l'opinion américaine commençait à sortir de sa torpeur post-11-Septembre, et il dut la retirer après plusieurs mois. La catastrophe de l'ouragan Katrina, fin août 2005, acheva d'exposer la faiblesse et l'impréparation de l'administration Bush.

Dans l'Hexagone, à quoi peut bien conduire un état d'urgence et des mesures sécuritaires pendant plusieurs mois ? Les manifestations de rues de la société civile à l'occasion de la COP21, en décembre, pourtant considérées comme une forme de légitimation indispensable des COP depuis des années, seront interdites. L'argument de sécurité n'est pas à négliger bien entendu, mais il augure mal du respect de l'expression populaire dans les mois (les années ?) à venir. La CGT a senti le vent du boulet venir et son secrétaire général a [averti](#), dans Mediapart : « *Nous avons des craintes car une politique de sécurité et une politique sécuritaire, ce n'est pas tout à fait la même chose. Il y a le risque de pouvoir par là même bâillonner toute forme d'expression. Or les problèmes sociaux restent entiers, et exigent des mobilisations.* »

La déclaration du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, jeudi 19 novembre, est assez révélatrice de la tentation qui peut exister chez les promoteurs des politiques d'austérité de s'emparer du moment présent pour accentuer leurs propositions. Quand il suggère que les « *dépenses de sécurité de la France [soient] exclues des calculs entrant dans le champ des règles de l'Union européenne sur les déficits* », il dit la même chose que Hollande quelques jours auparavant (« *Le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité* »). Et tous deux admettent donc que ce qui était jusqu'ici un horizon indépassable (les déficits) ne l'est plus quand il s'agit des dépenses liées à la police ou à l'armée. Mais pas quand il s'agirait de mettre en œuvre des politiques de relance ou d'investissements, de défendre la protection sociale ou les services publics...






Les couvertures de "Time" après les attentats de Paris et du "New Yorker" après ceux de New York.

Ce qui s'est passé aux États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 devrait servir de repoussoir. Les Américains ont mis du temps à s'en rendre compte, mais ils l'ont finalement compris, en élisant un président qui s'était opposé à la guerre en Irak et à l'État sécuritaire (que Barack Obama n'ait pas été au bout de ses promesses de 2008 est un autre débat). Un certain nombre de politiciens, d'intellectuels et de journalistes ont également fait leur *mea culpa*, regrettant de s'être laissé entraîner par la peur et le bellicisme.

La gauche française à cette époque, et une partie de la droite, avait dénoncé (avec moqueries même parfois) la rhétorique bushienne, les mesures liberticides et l'aventurisme guerrier de la Maison Blanche, surtout quand on voit où cela a abouti. Aujourd'hui, sous le choc des morts, de la poudre et du frisson, elle semble endosser les mêmes habits que cette administration américaine discréditée qui a fait tant de mal aux États-Unis pendant huit ans.

**BOITE NOIRE** 

J'ai vécu pendant cinq ans aux États-Unis en tant que journaliste, de 2003 à 2008, ce qui m'a amené à observer de près le basculement d'une société dans la peur, et son instrumentalisation par une administration tombée aux mains d'idéologues qui entendaient imposer leurs vues. 